

Archives LGBT en France

par l'Académie Gay & Lesbienne

1 - Contrairement à ce que certains prétendent, il existe des initiatives en matière d'archives LGBT en France. Leur histoire est méconnue, voire invisibilisée.

2 - Notre association autofinancée, active depuis plus de onze ans, a ainsi collecté plusieurs dizaines de milliers de documents (dont des fonds historiques). Mais nous n'avons jamais réussi à obtenir de local, ni de subvention publique sous divers prétextes.

3 - Nous avons été freinés par des idées préconçues et des préjugés qui perdurent en France. Finalement quel est le modèle d'archives que les pouvoirs publics souhaitent favoriser ?

1) Ressources LGBT en France

Dès les débuts de notre association, nous avons fait des recherches sur l'histoire des initiatives existantes et passées. Ces informations nous ont beaucoup aidés dans la gestion de nos propres archives mais aussi pour la visibilité et la sensibilisation du public à ce sujet. Nous avons aussi constitué une documentation spécifique sur les archives, bibliothèques, centres de documentation et musées LGBT en France et dans le monde ([voir par exemple notre catalogue](#)).

En France, les initiatives sont très rarement évoquées, encore moins nommées. Elles sont même occultées par certaines personnes pour pouvoir justifier leur projet ou mettre en valeur leur travail.

Certaines associations disparues, aujourd'hui oubliées, ont pourtant courageusement mené diverses actions dans un contexte difficile : collecte et mise à disposition de documents, création de produits documentaires (bibliographies et catalogues), organisation d'événements (colloque, exposition, festival), interventions auprès de médias et d'institutions publiques...

C'est pourquoi nous pensons utile de pouvoir faire connaître et reconnaître le travail pionnier de celles et ceux qui nous ont précédé et qui ont « apporté leur pierre à l'édifice ». Vous trouverez [en annexe](#) un panorama historique des archives, bibliothèques et centres de documentation LGBT en France (voir aussi sur notre site [une version plus détaillée](#)).

2) Académie Gay & Lesbienne

À l'origine, une collection personnelle

En 1975, Phan Bigotte, un jeune réfugié politique de vingt ans, découvrait à son arrivée en France un nouvel univers homosexuel, beaucoup plus expressif dans toute sa variété, que celui de sa jeunesse au Sud Viêt-Nam. Il a commencé à collectionner tous les documents qu'il trouvait sur l'homosexualité.

En 1989, après avoir découvert sa séropositivité au VIH, il a vendu sa librairie. L'argent de la vente lui a permis d'acheter aux enchères de l'État français une grande maison pour un meilleur stockage de sa collection de plus en plus volumineuse. Il a récupéré tous les livres de son ancien rayon gay pour compléter sa bibliothèque personnelle.

Il a milité ensuite simultanément dans les deux grandes associations de lutte contre le sida, Act Up - Paris et AIDeS, dont il a conservé de nombreux documents (notamment internes).

Pendant les années de combat désespéré contre cette pandémie mortelle, la prévention et les traitements ont été focalisés sur la survie. Il a assisté impuissant à la disparition prématurée, corps et biens, de nombreux homosexuels. En effet, souvent les familles ont tout jeté, cherchant à se débarrasser de toute trace de l'homosexualité de leur parent mort du sida. Ce qui l'a motivé à plaider pour la nécessité de la préservation de leurs archives : pour leurs mémoires qui sont aussi les nôtres.

Après le succès des multi-thérapies avec anti-protéases, de nombreux militants homosexuels historiques ont quitté des organisations de lutte contre le sida qui s'étaient professionnalisées. La lassitude, l'amertume ou le choix de réorganiser leur vie sur d'autres préoccupations avaient entraîné ces départs. Beaucoup de documents ont été alors emportés et/ou jetés causant la perte d'une partie importante de l'histoire de la lutte contre le sida en France.

En 2000, après avoir attendu en vain des soutiens, il décide de fonder avec des amis collectionneurs une organisation avec leurs seuls moyens personnels.

Le 1er mars 2001, l'Académie Gay et Lesbienne est officiellement enregistrée à la Préfecture sous forme d'association à but non lucratif.

Aujourd'hui, un des plus importants fonds LGBT en France

Le nom donné à notre fonds est le Conservatoire des Archives et des Mémoires LGBT. C'est aujourd'hui sans doute le plus grand rassemblement de documents sur les LGBT en France par son volume et sa diversité.

En effet, nous collectons tout document relatif aux LGBT :

- de tout format et sur tout support : y compris les éphémères (gratuits destinés à être jetés...);
- dans toute leur variété : y compris sur la prostitution, le BDSM, la pornographie (sauf à caractère pédophile);
- de tout pays;
- de toute opinion : y compris les documents anti-LGBT (tracts homophobes, articles caricaturaux...).

Nous nous intéressons également aux thématiques connexes du sida, de la sexualité, du sexe et du genre.

Le fonds contient aujourd'hui :

- plus de 1700 titres de [périodiques LGBT](#) (depuis 1909);
- 1100 numéros de [presse grand public et presse spécialisée hors LGBT](#);
- 2400 ouvrages (dont 1400 [non-fictions](#));
- un millier de doc. audiovisuels en VHS et DVD (fictions et documentaires);
- des [fonds d'archives](#) de personnes (militants historiques et anonymes) et d'organisations;
- des coupures de presse et des centaines de dossiers : sur des organisations, des personnes et des thèmes;
- des collections diverses ;
 - de [guides, annuaires, plans et cartes](#) ;
 - de [brochures et matériel de prévention](#) ;
 - de [calendriers](#) et d'agendas ;
 - de [documents événementiels](#) (salons, festivals, soirées) y compris flyers (26 ans de collection dont 10 ans de collecte hebdomadaire systématique);
 - de [documents publicitaires](#) (catalogues, prospectus);
- des objets divers (autocollants, boîtes d'allumettes, bouteilles, emballages de préservatifs, pancartes, pin's, sacs, T-shirts, tickets...) ...

A quand un local adapté pour les archives ?

L'Académie Gay & Lesbienne est une petite association de moins d'une dizaine de personnes, certaines plus actives que d'autres selon leurs disponibilités.

Elle est autofinancée car elle ne perçoit pas encore de subvention. Le Conservatoire des Archives et des Mémoires LGBT se développe de jour en jour grâce au travail des bénévoles, de leurs collectes, de leurs achats, des dons (de personnes et d'organisations) et d'échanges avec d'autres centres de ressources LGBT en France et à l'étranger.

Les archives sont actuellement hébergées dans la maison du président de l'association, qu'elles occupent à plus de la moitié. Ce bâtiment a permis une conservation pérenne de documents de plus en plus volumineux. Malheureusement nous ne pouvons recevoir de public, faute d'un véritable local aux normes.

C'est pourquoi nous assurons, dans la mesure de nos moyens, un service à distance : fourniture de renseignements, de copies et de numérisations de documents ; redirection vers des personnes et lieux-ressources...

Et nous enrichissons [notre site internet](#) : [catalogue de notre fonds](#) (non exhaustif, informatisation en cours depuis 2008), numérisation de documents ([n° 1 de la revue Akademos](#) datant de 1909), ressources documentaires (sommaires de numéros de la revue Arcadie)...

Nos démarches pour faire héberger les archives, obtenir un local ou une subvention publique ont échoué sous divers prétextes.

3) Difficultés : freins et préjugés

Homonormativité et archives « sales »

On nous a critiqués sur le type, les sujets et la provenance des documents que nous conservons. Certains politiques utilisent ces reproches émanant de quelques personnalités gays pour refuser de nous aider.

On trouve ridicule et pas du tout scientifique que nous conservions par exemple des flyers. Ce ne seraient que de vulgaires publicités commerciales sans intérêt, indignes des archives "nobles".

Comme nos archives couvrent aussi le sida, on nous a reproché de contribuer à l'amalgame entre sida et homosexualité et d'empiéter sur le domaine des organisations de lutte contre le sida. On refuse de nous aider sous prétexte que nous avons de la documentation sur certains sujets sulfureux comme la pornographie, le

BDSM ou la prostitution. On juge inutile, voire contre-productif, de garder des traces des conflits intra-communautaires.

On désapprouve que nous ayons accepté de conserver des fonds d'archives de personnes controversées ou politiquement incorrectes.

Les archives LGBT ne devraient-elles servir qu'à raconter une belle légende rose (une communauté toujours unie et exemplaire) et noire (toujours victime de persécutions et de discriminations) ?

Domaine réservé

En France, certains soutiennent que les archives ne devraient être dirigées que par des scientifiques et des « célébrités », et non par de simples collectionneurs comme nous. On a même vivement conseillé au président de notre association (un français d'origine vietnamienne) de militer dans une association de convivialité asiatique plutôt que de s'occuper d'archives LGBT.

De plus on insinue que le travail de bénévoles qualifiés d'amateurs mettrait en péril la sécurité des fonds recueillis : il ne faudrait utiliser que des professionnels salariés.

Qui exploite cet argument ? Des personnes qui n'ont pas de compétences professionnelles sur les archives, ni d'expériences comme bénévoles ! Dans quel but ? Discréditer tout travail bénévole, dont le nôtre, afin de pouvoir demander un budget important pour leur propre projet.

En France, le travail des bénévoles a permis le sauvetage et la valorisation de beaucoup d'archives. Ces amateurs deviennent de plus en plus expérimentés, à force de travailler jour après jour. Certains ont des compétences bien utiles dans d'autres domaines (par exemple l'informatique). Enfin il existe aussi des professionnels (bibliothécaire ou documentaliste) qui font du travail bénévole.

Les archives LGBT devraient-elles être gérées exclusivement par des professionnels salariés et dirigées par des célébrités ou des universitaires ?

Stratégie

Notre organisation est indépendante et apolitique. Or, en France, des relais politiques sont souvent nécessaires pour obtenir des aides publiques aux associations LGBT. Nous avons créé notre association et collecté des archives sans aucune aide extérieure. D'autres choisissent d'attendre l'élection de nouveaux dirigeants gay-friendly pour démarrer leur projet grâce aux subventions.

A nos demandes d'aide et de local, on nous répond de donner nos archives à un projet controversé de grand centre d'archives LGBT (voir annexe). Celui-ci est toujours inabouti dix ans après son lancement et 100.000 euros de subvention publique de la Mairie de Paris. Son positionnement hégémonique et ses déboires ont bloqué le financement de toute autre initiative.

Nous pensons que le monopole nuit au pluralisme. Il faut pouvoir disposer de diverses structures d'archives qui ont des politiques d'acquisition, de sélection, de gestion et de valorisation différentes. De plus cette diversité offre le choix aux donateurs de confier leurs archives selon leurs affinités et leurs convictions.

Conclusion

Malgré ces difficultés, nous poursuivons notre travail d'enrichissement et de mise en valeur de notre fonds. Notre ambition demeure de mettre nos archives à la disposition du public : pour cela, nous avons surtout besoin d'un grand local.

Nous avons essayé de vous exposer les problèmes auxquels nous sommes confrontés. N'hésitez pas à nous faire part de vos conseils et de votre expérience qui pourront nous aider.

Phan Bigotte et Thomas Leduc,

président et vice-président de l'association Académie Gay & Lesbienne

ANNEXE

Panorama historique des archives, bibliothèques et centres de documentation LGBT en France

1 - Associations à but non lucratif

1975 : Association Laïque pour l'Étude du Problème de l'Homosexualité (ALEPH), créée à Paris, notamment par Claude Courouve. Elle est devenue en 1977 le **Centre d'Information et de Documentation de l'Homosexualité (CIDH)**. Elle a rassemblé une documentation historique, interpellé les politiques et fait paraître dans la presse des documents sur la situation juridique des homosexuels. Arrêt des activités en 1981.

1981 : Association pour un centre d'archives homosexuelles, créée à Paris par Anne Marie Gréolois, Gilles Barbedette, Frank Arnal et Claudine Bouretz.

1984 : [Archives Recherches Cultures Lesbiennes \(ARCL\)](#), créées à Paris, notamment par Claudie Lesselier. Initialement dans un appartement, elles sont hébergées depuis 1994 dans un local à la Maison des Femmes de Paris (lieu non mixte). Elles proposent une bibliothèque de prêt, une médiathèque et des archives des mouvements féministe et lesbiens. Elles ont réussi à obtenir des subventions de la Mairie de Paris depuis 2004.

1984 : Association Mémoire des Homosexualités, créée à Paris. Elle est devenue en 1987 l'**Association Mémoire des Sexualités**. Elle avait pour but la création d'une fondation appelée Fondation Mémoire des Homosexualités, Fondation Mémoire des Sexualités ou Fondation pour le Patrimoine Homosexuel. Elle a rassemblé des documents (en particulier des archives de Daniel Guérin) et organisé plusieurs débats publics.

Depuis **1989**, sa filiale l'association de gestion **Mémoire des Sexualités – Marseille** a pris la relève, poursuivant la collecte et les débats. Le fonds initial provient des archives de Christian de Leusse, président fondateur de l'association. Les archives sont hébergées dans son appartement à Marseille.

1994 : [Résister-Vivre la Mémoire \(RVLM\)](#), créée à Paris. En juin et décembre 1994, elle a organisé expositions, festivals de films, débat et a publié un recueil sur l'homosexualité et le sida.

1996 : Janet & Co, créée à Paris, a pour objectif de préserver, conserver, acheter les documents écrits ou iconiques et objets ayant appartenu à des lesbiennes.

2001 (mars) : [Académie Gay & Lesbienne](#), créée en banlieue parisienne, après un an de préfiguration. Notre fonds s'appelle le **Conservatoire des Archives et des Mémoires LGBT**.

2001 (décembre) : Association de Préfiguration du Centre d'Archives et de Documentation Homosexuelles de Paris (AP CADHP), créée notamment par Jean Le Bitoux, à la suite de l'élection du nouveau Maire de Paris, le socialiste Bertrand Delanoë. La Mairie de Paris lui a attribué en 2002 une subvention de cent mille euros « pour faire une étude de faisabilité » du projet de centre.

Des personnalités, des associations (dont la nôtre) et des collectifs (dont [Archilesb! et VigiTrans](#)) ont protesté contre : la sous-représentation des lesbiennes et des trans, le manque de transparence et de communication, l'absence de concertation, le déni des initiatives existantes, l'occultation des archives sur le sida et la prostitution, une conception de l'archive universitaire élitiste et anti-militante...

Le projet s'est enlisé et l'AP CADHP a fermé son site web en 2004, licencié son promoteur (Jean Le Bitoux) et rendu son local (obtenu de la Mairie de Paris). Le seul résultat concret des 100.000 euros de subvention est un rapport de préfiguration (qui n'est pas une étude de faisabilité) rendu à la Mairie de Paris en 2005 : 80 pages de généralités pour un projet rebaptisé **Centre des Mémoires LGBT Paris Île-de-France**. Afin de pouvoir solliciter de nouvelles subventions, l'association a organisé des réunions pour constituer un enième conseil scientifique. Les personnalités invitées (dont nous faisons partie) ont fini par décider d'interrompre leurs travaux devant le refus de l'association de permettre d'adhérer et de communiquer ses comptes.

En 2007, le projet est repris par Louis-Georges Tin. Celui-ci prétend que le maire de Paris lui a confié une mission concernant la mémoire LGBT et qu'en 2009, la Mairie de Paris l'a sollicité pour diriger le futur centre. Il a rédigé un rapport destiné à compléter celui de l'AP CADHP, où le projet est renommé **Institut Arc-en-Ciel**. Ce nouveau rapport revendique toujours un projet ambitieux, avec notamment 750.000 euros de charges annuelles et dix employés. Louis-Georges Tin y rend hommage au travail de l'ancienne équipe mais déclare souhaiter repartir « sur des bases nouvelles, pour surmonter les polémiques diverses » par la création d'une nouvelle association. Il a ainsi constitué une équipe avec des personnes n'appartenant pas à l'AP CADHP. Depuis fin 2011, il a organisé des réunions pour préparer la création de sa nouvelle association qui n'existe toujours pas officiellement.

2 - Archives et bibliothèques au sein d'organisations LGBT

De nombreuses associations ont créé en leur sein une bibliothèque (voir ci-dessous quelques exemples significatifs). Par ailleurs il existe des archives détenues par des sociétés commerciales : ainsi les archives du journal [Gai Pied](#) (1979-1992) ont été rachetées par Webscape, société éditrice du portail [Gayvox](#), qui les conserve dans un local de stockage.

1983 : la **Fédération Nationale des Lieux Associatifs Gais** (FLAG) qui rassemblait des lieux gais de type associatif a obtenu du Ministère de la Culture une subvention qui a permis d'équiper chaque lieu d'une bibliothèque de prêt, où plus de 200 livres étaient accessibles aux adhérents et visiteurs de l'association animatrice du lieu. Elle en a publié alors le catalogue.

1991 : obtention d'une subvention de 50.000 francs du Ministère de la Culture pour le service documentation de la **Maison des Homosexualités** (de Paris).

1995 : création, au sein du **Centre Gai et Lesbien de Paris** devenu depuis le **Centre Lesbien, Gai, Bi et Trans de Paris et Île de France**, d'[une bibliothèque](#) qui est aujourd'hui l'un des lieux-ressources les plus importants en France, grâce au travail des bénévoles.

2000 : ouverture à Lille par Patrick Cardon (association [Gay Kitsch Camp](#)) du **Centre Européen de Recherches, d'Études et de Documentation sur les Homosexualités** (devenu **Centre Européen de Recherches, d'Études et de Documentation sur les Sexualités Plurielles et les Interculturalités - CEREDSPI**). Le centre était une salle d'archives et de consultation au sein du local de l'association Gay Kitsch Camp, qui servait aussi de librairie et de salle de travail pour le festival Question de Genre et les Éditions Question de Genre / GayKitschCamp. A cause de la diminution des subventions, le local a été fermé en 2005. Patrick Cardon a déménagé à Montpellier dans un logement social où il garde les archives en espérant une aide des pouvoirs publics.

3 – Archives et documentation au sein d'institutions publiques

2005 : la Ville de Lyon a annoncé l'ouverture d'un **Centre de ressources documentaires gays et lesbiens** à l'intérieur de la Bibliothèque Municipale de Lyon (BmL). Cette initiative est l'aboutissement du travail mené par Michel Chomarat, chargé de mission Mémoire à la Mairie de Lyon et organisateur depuis 2002 des Assises de la mémoire gaie (devenues Assises de la mémoire gay et lesbienne). Le fonds du centre se compose de livres présents dans les différents départements de la BmL et de documents présents au sein des fonds d'archives de la BmL.

(notamment le fonds Chomarot). Fin 2006, devient le [Centre de ressources sur le Genre : identités, sexualités, mémoire gay et lesbienne](#).

2012 : l'Association [Les Amis de Masques et Persona](#) a annoncé le dépôt en juin des archives de la revue [Masques](#) (1979-1986) et des éditions Persona à la Bibliothèque nationale de France.

4 – Internet

Il a existé et existe de véritables centres de ressources en ligne, comme ces trois sites pionniers :

- [la France Gaie et Lesbienne](#) (depuis 1994) de l'association Gais et lesbiennes Branchés ;
- [le Séminaire Gai](#) (depuis 1997) d'Olivier Jablonski ;
- [Kademos](#) (créé en 1998, malheureusement disparu depuis) par Jacques Girard, l'auteur de « Le mouvement homosexuel en France : 1945-1980 ».